



Béregère NOGUIER
Conseillère départementale du canton d'Uzès
06 13 44 54 77
Geneviève BLANC
Vice-présidente
Conseillère départementale du canton d'Alès 1
06 37 57 43 78

Elues écologistes

*Intervention de Béregère Noguier
Séance du Budget primitif du Conseil Départemental du Gard
du Jeudi 7 avril 2016*

Monsieur le Président,
Mes chers collègues,
Mesdames, Messieurs,

Cela fait des semaines, des mois, que ce budget fait l'objet de toutes les attentions, que tous les qualificatifs lui sont associés.

Il est vrai que l'exercice ne fut pas simple :

- nous déplorons l'étranglement des collectivités avec des baisses de dotations drastiques, des politiques décentralisées non compensées en totalité (seulement 37 % de compensation sur l'APA pour 2015, 63 millions d'euros de reste à charge pour le département en ce qui concerne le RSA, etc..).

- face à cela, les besoins de nos concitoyens s'accroissent : plus de précarité, une population vieillissante, une économie fragilisée, des épisodes climatiques ravageurs etc ...

Mais jusqu'où pourrons-nous tenir dans ce contexte !

Malgré tout, nous maintenons notre volonté commune de conserver notre capacité d'agir positivement sur le quotidien des gardois : protéger, accompagner, soutenir, investir, impulser, innover, la liste de nos ambitions est encore longue.

Déjà, l'année dernière, nous avons du trouver plus de 10 millions d'euros d'économies. Avec les 15 millions à trouver encore cette année sur le fonctionnement, autant dire que les choix que nous avons du faire ont été extrêmement douloureux pour chacun de nous. Aucune réjouissance au bouclage de ce budget, beaucoup d'humilité, et la simple sensation de ne pas avoir renoncé à prendre nos responsabilités.

Et la volonté de donner du sens. Donner du sens à nos décisions afin qu'elles soient comprises par les gardois. Nous ne nous sommes pas bandé les yeux pour trancher dans le vif, nous avons regardé en face chaque situation et avons mesuré les conséquences de chaque décision.

Lorsque nous avons décidé en majorité de proposer l'augmentation du taux de la Taxe sur le Foncier Bâti de 2 points, nous l'avons fait à l'unique condition que les 17 millions de recettes nouvelles générées financent de nouveaux investissements et uniquement cela. Nous avons été unanimes, pas un centime obtenu par l'augmentation de cette taxe ne devait combler nos budgets en fonctionnement ou nos investissements déjà inscrits.

Pourquoi ?

Car nous connaissons la situation des entreprises gardoises, que nous savons que sans les commandes passées par le département, notamment dans le bâtiment et les travaux publics, cela aurait pour conséquence des faillites, de nouveaux chômeurs et par effet de boomerang plus de dépenses sociales pour le département dans les années à venir.

Car en aidant les communes à financer leurs investissements structurants, indispensables au développement local et au bien vivre de leurs habitants, nous produisons un effet levier qui permet de démultiplier les financements. Sans l'aide du département, ces investissements ne seraient pas réalisés ou alors cela coûterait bien plus cher au contribuable.

Des choix difficiles je le disais, comme par exemple le budget des syndicats de bassins et d'environnement, durement impacté ou encore celui des routes.

Il a bien fallu les trouver ces économies ..

Malgré les difficultés, la majorité départementale à laquelle nous appartenons a eu la volonté de répondre aux enjeux de solidarité, de développement économique et social, d'éducation, d'emploi et de soutien aux communes.

C'est ce que traduit le budget 2016 qui, tout en s'adaptant malgré lui aux contraintes budgétaires, va permettre à notre collectivité d'assumer certaines de ses grandes priorités.

Dans le domaine de l'intervention sociale, tout d'abord, où les dépenses en faveur de l'autonomie des plus âgés et des personnes handicapées ont augmenté par rapport à 2015. Les enjeux démographiques du vieillissement de la population et de l'allongement de la vie nous imposent de nous adapter à cette situation et d'apporter des réponses concrètes pour faire face à ces nouveaux besoins. C'est ce qui sera fait cette année par :

- la poursuite du financement des Maisons en Partage, avec l'ouverture de 2 nouvelles structures sur Nîmes,
- la poursuite du développement de l'offre d'hébergement en faveur des personnes âgées et des personnes handicapées,
- la préservation des investissements en faveur des établissements ...

Ce secteur qui touche plusieurs milliers de bénéficiaires représente également près de 10 000 emplois dans notre département. Dans notre économie locale, le poids et la place des établissements sont loin d'être négligeables au vu du nombre d'emplois non délocalisables qu'ils génèrent. Oui, solidarité et emploi sont directement liés.

Priorité aussi, donc, à l'emploi qui est la première préoccupation des gardois dans un département où le taux de chômage atteint 14 %. C'est un défi particulièrement difficile auquel se consacre le Département à travers notamment son réseau départemental pour l'emploi jusque dans les zones rurales avec les Relais Emploi.

Le « succès » rencontré par le dernier forum organisé à Méjannes les Alès en est l'exemple avec plus de 3 000 personnes qui s'y sont rendues. Cela montre qu'il y a une véritable attente de la part des demandeurs d'emplois et que les services proposés dans le cadre de ce forum dans la recherche d'emploi, la formation ou la ré-orientation professionnelle y répondent véritablement. C'est l'aspect positif de cette manifestation mais cela montre aussi que beaucoup de personnes sont en recherche d'emploi aujourd'hui et que le Département doit continuer à agir.

Avec 20 % de gardois touchés par la pauvreté, le département du Gard est un département fragile. En maintenant son soutien aux structures d'insertion par l'activité économique, aux chantiers d'insertion, aux Actions Collectives d'Insertion, le Département affiche sa volonté de poursuivre ses efforts en matière de solidarité et d'insertion en faveur des personnes exclues ou exposées à des précarités croissantes. Il rend possible la pérennité des structures qui portent ces actions, indispensables au maintien du lien social. La mise en route d'un nouveau Programme Départemental d'Insertion permettra également de renforcer encore d'avantage l'efficacité des dispositifs existants.

Ce serait d'ailleurs une bonne chose si ce programme donnait une part encore plus importante à l'Economie Sociale et Solidaire. Cela serait en cohérence avec les actions que mènent déjà les structures d'insertion dans le champ du développement durable notamment. Le Département a un rôle à jouer dans ce domaine en y impliquant ses partenaires que sont les acteurs de l'insertion par l'activité économique.

D'autre part, s'agissant des ressources il nous faut aller jusqu'au bout de ce que l'on peut récupérer au niveau des fonds européens et je sais que nos services s'y emploient avec ardeur.

Priorité également à l'aide aux communes, dont on connaît les difficultés, qui vont pouvoir bénéficier d'un nouveau dispositif inscrit dans un contrat territorial, pour leurs équipements par un fonds de soutien de 6 M€. Donner la possibilité aux communes et à leurs groupements d'investir, c'est comme je l'ai rappelé précédemment, faire vivre les entreprises locales, contribuer aux emplois locaux, aux ressources des commerces ...

La sanctuarisation du budget alloué à la Culture est également un symbole fort de notre refus au renoncement. La tentation, dans ces temps de contrainte budgétaire, de considérer la culture et le sport comme des domaines secondaires voire superflus est grande et grandement dangereuse.

Ces différentes mesures qui ne sont bien entendu pas exhaustives, constituent de véritables remparts contre le chômage, la pauvreté, les situations d'exclusion ou pour parler en des termes plus positifs : pour permettre aux gardois d'entreprendre, de s'émanciper, d'espérer, de se projeter, etc..

Nous nous devons sinon de renforcer ces mesures, du moins de les maintenir.

Si dans des perspectives courtes, nous ne voyons malheureusement pas d'embellie se profiler quant au retour de financements de l'Etat à la hauteur de nos missions, alors nous devons nous résoudre à changer de logiciel, à bousculer

notre façon de construire les politiques. Si nous n'avons pas plus pour faire plus, alors nous pouvons faire différemment en actionnant des leviers nouveaux comme l'Economie Sociale et Solidaire et la transition énergétique qui doivent être mis au cœur du projet politique. Elles représentent une occasion : d'agir en faveur de la justice sociale, de lutter contre les inégalités, d'en finir avec la précarité énergétique, de créer des emplois non délocalisables ...

Et au-delà du fond, la forme revêt un caractère d'importance tout particulier. Comme je vous l'ai demandé, Monsieur le Président, je souhaiterais que l'ensemble de nos partenaires participent à l'élaboration de notre prochain budget dans leur domaine respectif et cela ne peut se faire que par une concertation régulière tout au long de l'année. S'appuyer sur leur expertise de terrain nous permettrait d'être encore plus pertinents dans l'élaboration de notre projet politique et ce dernier n'en serait que porté plus largement.

Monsieur le Président, au nom des élues écologistes je tenais à vous remercier sincèrement pour votre engagement. Vous avez su rassembler votre majorité, associer comme il se doit l'opposition, faire preuve de transparence, de franchise et d'écoute. Chaque ligne de ce budget a été passée au crible, chaque choix pesé avec gravité, chaque enjeu mis en lumière.

Bien sûr, au vu de la pluralité de cette assemblée, nous ne sommes pas d'accord sur tout et tant mieux j'oserais dire ! Le débat vit dans ces murs, ce qui nous garde d'acter des décisions à la hâte et nous permet de mesurer chaque degré d'incidence de nos politiques. Et lorsque les expressions se sont faites, vient le temps de la décision, c'est alors que nous devons faire preuve de respect, d'humilité et de tempérance afin de trouver le consensus juste, le consensus acceptable.

Avant de conclure, je souhaiterais tout particulièrement remercier l'ensemble des services du Conseil départemental pour leur efficacité, leur disponibilité et leur appui dans la préparation de ce budget.

Monsieur, le Président, c'est donc en toute responsabilité, que nous voterons le budget 2016 pour l'ensemble de nos concitoyens dans un contexte économique et social difficile. Le Gard est historiquement connu comme une terre de résistance, faisons-en également une terre d'innovation et d'expérimentation tournée vers l'avenir.